



**Monique Goyette
explique ce qui est mis
en vente et pourquoi**

Page 2



**Spécial Recherche
internationale
Pages centrales**



**Climat d'injustice:
les riches polluent,
les pauvres écopent**

Page 6

Le journal de
l'Université du Québec
à Montréal

L'UQAM

Des Uqamiens pour un Québec durable



Photo : Charles Audet

Alain Fréchette, consultant international en environnement et développement et doctorant en sciences de l'environnement, et Corinne Gendron, titulaire de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable, tous deux signataires du Manifeste pour un Québec durable.

Marie-Claude Bourdon

Le Québec souffre-t-il d'immobilisme? Selon les signataires du *Manifeste pour un Québec durable*, publié le 11 avril dernier, l'immobilisme ne se situe pas du côté des citoyens qui protestent contre les projets de centrale thermique, de port méthanier ou de prolongement de l'autoroute 25, mais bien du côté de leurs promoteurs publics et privés. Nos leaders «sont ancrés dans des façons de penser et des modèles de développement qui étaient valables il y a 30 ans et qui ont servi au développement de l'économie du Québec, mais qui ne suffisent plus pour faire face aux défis d'aujourd'hui», observent la professeure Corinne Gendron, de l'École des sciences de la gestion, et le doctorant en sciences de l'environnement Alain Fréchette. Tous deux sont signataires de ce manifeste qui regroupe des intellectuels de plusieurs universités québécoises et dont Karel Mayrand, chargé de cours à l'UQAM, a été l'initiateur.

Après celle des «solidaires», cette réponse au manifeste *Pour un Québec lucide* veut remettre les pendules à l'heure. «On ne peut parler de la dette du Québec sans parler de la dette écologique que nous nous apprêtons à léguer aux générations futures»,

souligne Corinne Gendron. Selon les «durables», loin d'être l'expression d'une inertie sociale, les manifestations contre certains projets de développement économique dénotent au contraire «une évolution fondamentale des intérêts et des aspirations des citoyens qui souhaitent aujourd'hui que leur soient présentés des projets stimulants et structurants du point de vue non seulement économique mais aussi social et environnemental.»

«La comptabilité à partir de laquelle on évaluait les projets doit être modifiée pour refléter la nouvelle réalité, affirme Corinne Gendron. On ne peut plus prétendre à la rentabilité d'un projet sans tenir compte des impacts environnementaux.»

Cinq orientations

Pour affronter les défis de l'heure, un nouveau modèle québécois s'impose, affirment les signataires du manifeste, qui proposent cinq grandes orientations: 1. cesser de creuser notre déficit écologique en dilapidant nos ressources naturelles; 2. serrer la vis aux pollueurs; 3. prévoir et gérer le risque climatique; 4. révolutionner la planification de nos espaces urbains; 5. écouter la parole des citoyens.

Les «durables» dénoncent le design de nos villes, qui encourage le recours

systématique à l'automobile, ainsi que l'absence de normes dans le domaine de la construction. «On construit de nouveaux bâtiments sans se soucier d'efficacité énergétique, des bâtiments mal orientés, qui n'exploitent pas la géothermie», déplore Corinne Gendron. Et quand il existe des lois et des règlements, ceux-ci ne sont pas appliqués, ajoute Alain Fréchette: «C'est en partie parce qu'il a voulu exiger le respect des normes relatives à la protection des aires humides que l'ancien ministre de l'Environnement Thomas Mulcair a perdu son poste.»

En ce qui a trait aux émissions polluantes, le manifeste prône des règlements plus sévères et un renforcement de leur mise en application. Ailleurs, il propose des incitatifs pour encourager le recours aux technologies vertes. Dans l'ensemble, il invite à réinventer nos modes de fonctionnement. Un exemple? «Au Québec, la forêt appartient en grande partie au domaine public et les baux qui permettent de l'exploiter sont consentis pour des périodes renouvelables de cinq ans, explique Alain Fréchette. Cela n'encourage pas les investissements à long terme. Au contraire, on a toujours eu tendance à exploiter un territoire jusqu'à épuisement, puis à changer de carrière. Peut-être que la solution consis-

Entrevue avec Alain Lallier

Renforcer la vérification interne

Angèle Dufresne

Le Comité d'étude sur la gouvernance remettait au Conseil d'administration, le 17 avril dernier, un rapport partiel portant exclusivement sur la vérification interne qui semblait nécessiter un certain renforcement. Le président du Comité sur la gouvernance et président du C.A., M. Alain Lallier, précise à cet effet que dans d'autres universités de taille comparable – Montréal, Laval, McGill –, la vérification interne occupe quatre à cinq personnes alors qu'à l'UQAM, une personne seule porte ce mandat. L'ampleur et la diversité des dossiers de même que leur complexité financière, explique M. Lallier, «nous obligent maintenant à revoir les choses». Le vérificateur interne s'adjointra donc un «Bureau» dont la taille et le budget seront connus à la prochaine réunion du C.A. le 15 mai.

Pour se conformer aux normes internationales, il était important également de préciser le mandat de vérification interne – qui n'est pas le même que celui de la vérification externe – et surtout d'assurer l'indépendance de la fonction. Le vérificateur interne qui relevait jusqu'à aujourd'hui du chef d'établissement (le recteur), relèvera dorénavant du Comité de vérification du C.A. (sur le plan opérationnel) et du vice-recteur aux Affaires publiques



Photo : Nathalie St-Pierre

Alain Lallier, président du Comité sur la gouvernance et président du C.A. et au développement et secrétaire général (sur le plan administratif). Se rajoutera notamment à son mandat la vérification des projets immobiliers, ce qui n'y figurait pas auparavant.

Le vérificateur interne devra présenter et faire approuver un plan pluriannuel de vérification qui pourrait porter sur trois ans, par exemple, en définissant ses priorités en fonction des risques et des problématiques les plus pressantes. Cela signifie, de préciser M. Lallier, que sa vérification ne sera pas exhaustive chaque année sur tous les aspects de son mandat, mais décidée en fonction de priorités clairement définies. Le Comité de vérification du C.A. pourra également

Suite en page 2 ▶

terait à décentraliser la gestion de la forêt au maximum et à la remettre aux localités. En Scandinavie, où la forêt appartient à de petites coopératives et à de petits exploitants privés, la gestion de la ressource donne de meilleurs résultats.»

Des investissements importants

Il est évident que changer nos façons de faire nécessitera des investissements importants, répondent les «durables» à ceux qui leur reprochent de ne pas chiffrer leurs propositions. Mais il faut tenir compte des coûts déjà associés à ne rien faire. «Il faut repenser l'organisation de la société et de l'économie, car si on ne fait rien, dans 20 ans, ce sont les changements climatiques qui vont nous imposer nos décisions», dit Corinne Gendron.

Pour les signataires du manifeste, les budgets consacrés à la mission

environnementale de l'État québécois, qui représentent moins de 2,5 % des dépenses de programmes du gouvernement, sont insuffisants. «La Loi sur le développement durable double le mandat du ministère de l'Environnement, signale la professeure, mais celui-ci n'a pas reçu un sou de plus pour accomplir sa mission.»

Selon les deux universitaires, il faut investir davantage dans la recherche liée au développement durable, notamment au niveau de la gouvernance. «Tout est axé sur la recherche de solutions scientifiques ou technologiques et il n'y a pas de fonds pour ceux qui s'intéressent aux politiques de gestion de ces enjeux, aux dynamiques sociales et aux conflits entre les acteurs, dit Corinne Gendron. Pourtant, c'est souvent là que réside le problème. Souvent, les technologies existent. C'est simplement qu'elles ne sont pas utilisées.» ▶

Des coûts de réaménagement trop élevés

Marie-Claude Bourdon

L'UQAM doit se départir de quatre des cinq immeubles qu'elle a acquis au cours des dernières années pour ses projets de développement. C'est la conclusion à laquelle est parvenue la vice-rectrice aux Affaires administratives et financières, Monique Goyette. «Les coûts de restauration du Domaine Seigneurial de Mascouche, de l'édifice La Patrie, du 221-223 Sainte-Catherine Est et de la Bibliothèque Saint-Sulpice sont trop élevés par rapport à nos disponibilités financières actuelles et à nos investissements dans d'autres projets», précise-t-elle.

Une résolution donnant le feu vert à la vice-rectrice pour entreprendre les démarches nécessaires à la mise en vente des immeubles a été adoptée au Conseil d'administration le 17 avril dernier. Combien l'UQAM compte-t-elle récupérer grâce à cette opération? «Une évaluation de chacun des immeubles a été demandée à la section immobilière de la firme Raymond, Chabot, Grant, Thornton, répond la vice-rectrice. Notre objectif de prix de vente sera établi en fonction de cette évaluation.»

Au total, l'Université a déboursé 6,7 millions \$ pour ces propriétés: 1 625 000 \$ pour le Domaine Seigneurial, 1 800 000 \$ pour l'édifice La Patrie, 790 000 \$ pour le 221-223 Sainte-Catherine Est et 2 513 300 \$ pour la Bibliothèque Saint-Sulpice.

Pour appuyer sa recommandation, la vice-rectrice a déposé au Conseil d'administration le coût d'acquisition, les coûts de réparation prévus



Photo : Nathalie St-Pierre

Monique Goyette, vice-rectrice aux Affaires administratives et financières.

et aussi les coûts d'opération des quatre immeubles qui seront mis sur le marché.

Des travaux importants étaient nécessaires

Quelques exemples? Une partie des édifices du Domaine Seigneurial, occupés par la Sûreté du Québec, a une valeur patrimoniale et nécessiterait des travaux de restauration importants. Entre autres, l'ensemble des toitures est à refaire. Coût estimé des travaux: 850 000 \$.

L'édifice La Patrie, qui devait accueillir la «Maison des sciences humaines», a déjà nécessité d'importants travaux, de l'ordre de deux millions \$. Pour occuper les lieux, on estime qu'il faudrait investir 10 millions \$ supplé-

mentaires.

Le 221-223 Sainte-Catherine Est, dont les étages supérieurs sont vacants, devait être démolie afin d'y réaliser un projet majeur d'agrandissement du pavillon V. Selon l'analyse actuelle du déficit d'espaces et considérant la construction d'un nouveau pavillon à l'îlot Voyageur, ce projet n'est plus requis. Conserver l'immeuble dans son état n'est pas rentable, surtout

qu'il exigerait lui aussi des réparations importantes.

La Bibliothèque Saint-Sulpice, restée vacante sauf pour quelques locations ponctuelles depuis son acquisition en octobre 2006, coûte une petite fortune à entretenir. Pour être utilisé à des fins académiques, l'édifice nécessiterait des investissements majeurs, entre autres à cause de son caractère patrimonial. «Tout est classé dans la Bibliothèque, dit Monique Goyette, qui connaît bien le dossier puisqu'elle était directrice générale de l'administration à Bibliothèque et Archives Nationales du Québec avant de se joindre à l'UQAM. Des verrières du plafond aux tables en chêne en passant par les lampes et les poignées de porte, on ne peut toucher à rien!»

Selon la vice-rectrice, l'UQAM s'engage à respecter toutes les conditions liées à l'achat des propriétés. «On souhaite un usage qui respecte la vocation de l'immeuble et son passé», dit-elle à propos de la Bibliothèque Saint-Sulpice. Il ne sera pas question d'y laisser planter un casino, «même si on sait que la beauté du lieu pourrait attirer ce genre de projet.»

Malgré les contraintes liées à la valeur patrimoniale de l'immeuble, le terrain situé à l'arrière, où l'on a

déjà songé à construire la Grande Bibliothèque, ajoute une valeur importante à la propriété, signale Monique Goyette.

Une exception

Le cinquième bâtiment acquis par l'UQAM au cours des dernières années, situé au 1250 Sanguinet, est loué au CLSC des Faubourgs jusqu'en 2011. «Contrairement aux autres édifices, ses revenus de location permettent de payer plus que les coûts d'exploitation et le remboursement du capital, mentionne la vice-rectrice. Comme il est contigu au Centre sportif, cela semble une bonne idée de le garder, soit pour un futur projet d'agrandissement ou pour d'autres fonctions.»

En ce qui concerne les quatre autres édifices, les investissements que nécessiterait leur réaménagement sont considérés trop élevés en regard des contraintes financières actuelles de l'Université, d'autant plus qu'ils ne permettraient de répondre que très partiellement à ses problèmes d'espace. Mais contrairement à ce qui a été rapporté ailleurs, «il n'est pas question de procéder à une vente de feu». «Notre objectif est de vendre au prix du marché», affirme Monique Goyette •

► VÉRIFICATION – Suite de la page 1

le charger de mandats spécifiques au besoin. Les rencontres du vérificateur interne avec le Conseil d'administration devront être plus régulières pour assurer une meilleure information et un meilleur suivi de ses recommandations.

Comité de vérification du C.A.

Trois membres du Conseil d'administration provenant de l'extérieur de l'UQAM (milieux socio-économiques ou collègues) forment le Comité de vérification du C.A., qui a pour mandat d'assurer une surveillance en ce qui regarde l'information financière, les processus de gestion des risques et de contrôle et l'éthique, notamment. Dorénavant, selon les recommandations du rapport, une des trois personnes de ce comité devra posséder des compétences financières reconnues. M. Lallier précise qu'il existe au sein du gouvernement (qui nomme les administrateurs des organismes publics et para-publics) une préoccupation de plus en plus grande pour que les administrateurs aient une formation plus pointue en ce domaine.

Une mise à jour réglementaire du rôle de ce comité par rapport au C.A. et par rapport à la gestion à l'interne était nécessaire, précise M. Lallier. Ainsi, le vice-recteur aux Affaires publiques et au développement et secrétaire général, Pierre Parent, devra soumettre le 15 mai prochain un projet de modification des règlements de l'UQAM en ce qui regarde le rôle et les responsabilités du Comité de vérification du C.A. Le comité, précise M. Lallier, devra notamment se réunir au moins trois fois par année ou davantage au besoin. «Cette année, il a dû se réunir plus d'une dizaine de fois, même si, selon le règlement, il n'était tenu qu'à une fois.»

Autres aspects du mandat

M. Lallier est conscient que la communauté universitaire attendait le rapport du Comité d'étude sur la gouvernance en mars, selon l'échéancier annoncé lors de sa création. «Nous avons tenu des réunions de travail très régulières, précise-t-il, et avons soumis en février un plan de travail détaillé où nous annoncions les thèmes et priorités que nous devions nous donner. L'accent a été mis sans hésitation sur la vérification interne. Nous avons rassemblé un corpus documentaire exhaustif sur les pratiques actuelles dans les sphères gouvernementales, para-gouvernementales et privées, pour nous donner une base solide de travail.»

Les autres parties du mandat du comité qui ont trait au fonctionnement du C.A., à la mission et aux valeurs de l'UQAM et à la gestion des projets immobiliers feront l'objet de recommandations dans le rapport qui sera remis au plus tard en juin. Au chapitre du fonctionnement du C.A., M. Lallier souligne que le comité recommandera certainement de revoir les mandats du C.A. et du Comité exécutif. «Les ordres du jour sont assez volumineux au C.A. et il faudra peut-être que le conseil d'administration se concentre sur les stratégies plus globales, les plans de développement et délègue à l'exécutif l'administration plus courante. Nous avons commencé à regarder cela.» Pour ce qui est de la mission et des valeurs de l'UQAM, M. Lallier reconnaît qu'une mise à jour s'impose et le comité fera des recommandations en ce sens.

Rapport de KPMG

Le dernier volet du rapport du Comité d'étude sur la gouvernance ayant trait à la gestion immobilière devra attendre le

rapport de la firme KPMG, qui enquête sur le parachèvement du Complexe des sciences. Selon M. Lallier, le travail d'analyse de KPMG est terminé. «Les experts ont rencontré les principaux intervenants et toutes les parties prenantes au dossier. Leur rapport d'analyse devrait nous montrer ce qui s'est passé, le déroulement des événements, qui a fait quoi, etc. Notre intervention consistera à donner une réponse globale au type de recommandations que KPMG pourrait nous faire.» M. Lallier pense que le rapport KPMG devrait être prêt pour le mois de mai •

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.

Directeur des communications

Daniel Hébert

Directrice du journal

Angèle Dufresne

Rédaction

Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau

Photos

Nathalie St-Pierre

Conception de la grille graphique

Jean Gladu, designer

Graphisme

Geneviève Ouellet

Infographie

Service des communications

Publicité

Isabelle Bérard

Communications Publi-Services Inc.

(450) 227-8414, poste 300

Impression

Payette & Simms (Saint-Lambert)

Adresse du journal

Pavillon Berri, local WB-5300

Téléphone: (514) 987-6177 • Télécopieur: (514) 987-0306

Adresse courriel

journal.uqam@uqam.ca

Version Web du journal

www.journal.uqam.ca/

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0831-7216

Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

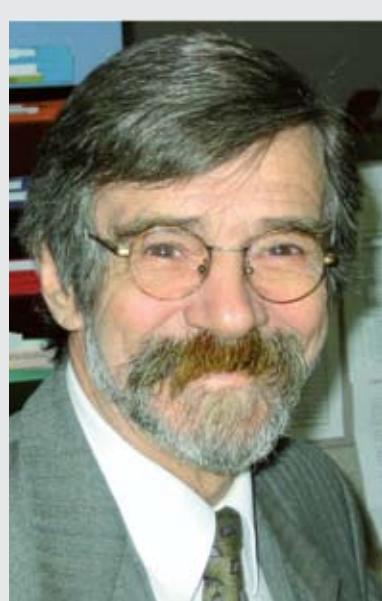
UQAM

Université du Québec à Montréal

Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal

Québec H3C 3P8

LE SEUQAM EN DEUIL D'UN GRAND MILITANT



Notre collègue Marcellin Noël nous a quittés le 7 avril 2007 à l'âge de 61 ans. Avec son décès, nous perdons un homme de compassion, un grand militant.

L'engagement de Marcellin dans le monde communautaire est bien connu. Cofondateur du MÉMO et commissaire à la CSDM pendant 16 ans, il a aussi été président du CLSC Plateau Mont-Royal et membre du conseil d'administration de la Caisse populaire Immaculée-Conception. Mais c'est l'UQAM, et plus particulièrement le SEUQAM où il a milité syndicalement pendant plus de 25 ans, qu'il affectionnait le plus.

Délégué social de la première heure, Marcellin s'est distingué par l'aide généreuse qu'il offrait à ses collègues et par sa détermination à bâtir un réseau d'entraide. Au début des années 1990, il fut d'ailleurs un des principaux artisans de la mise sur pied du Comité des délégués sociaux du SEUQAM et de la mise en place du Programme d'aide au personnel de l'UQAM.

Au Comité exécutif du Syndicat, Marcellin a occupé la fonction de trésorier et, à compter de 1993, la fonction de vice-président. Spécialiste du dossier des assurances collectives, il a soutenu un nombre incalculable de personnes en besoin d'assistance et de réconfort. Énormément généreux de son temps, il a toujours offert son soutien dans la plus stricte confidentialité, sans jamais s'attendre à des remerciements en retour. Aujourd'hui, nous tenons à le saluer, à lui dire toute notre affection.

Marcellin, ta générosité, ton humanité et ton engagement sont des exemples à suivre. Merci pour tout ce que tu as fait. Tu nous manqueras.

Le Comité exécutif, le personnel du secrétariat et les membres du Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM)

De petits gestes pour soulager la planète

URBANIA

PRINTEMPS 2007 | NUMÉRO 15 | VERT | FABRIQUÉ À MONTREAL | 75 \$



«Anticonformiste, curieux, graphiquement audacieux, décalé, déjanté, déliant...», voilà comment les artisans du magazine *Urbania* décrivent leur magazine. Le concept original de la page couverture de l'édition printanière, dont le thème est «vert», est signé Simon Bertrand, étudiant au baccalauréat en design graphique de l'UQAM. Les gens d'*Urbania* ont choisi son concept parmi la soixantaine qui leur a été proposée, dans le cadre du cours «Design : problématique» de la professeure Lyne Lefebvre.

«Nous aimons que nos pages couvertures détonnent et bousculent un peu», affirme l'éditeur et le directeur artistique du magazine, Philippe Lamarre, lui-même diplômé de l'UQAM en design graphique. «Pour ce numéro vert, nous souhaitons faire un clin d'œil aux petits gestes quotidiens que nous pouvons tous poser pour l'environnement, ajoute-t-il. Je crois que le rouleau de papier hygiénique morcelé en petits carrés, imaginé par Simon Bertrand, est assez explicite en ce sens!»

«Je suis vraiment content que mon idée ait été retenue, affirme le principal intéressé, qui complète à 22 ans sa première année d'études à l'UQAM. J'avais l'intention d'effectuer la tournée des boîtes de design au cours de l'été et je possède maintenant une belle carte de visite.» Simon a participé à la réalisation de son concept en compagnie de l'équipe d'*Urbania*, notamment du photographe Alain Desjeans.

Plusieurs diplômés de l'UQAM participent à l'aventure *Urbania*, un magazine publié quatre fois l'an et fabriqué à Montréal par le studio de création TOXA. Chaque parution est consacrée en totalité à un thème en particulier. Par exemple, les trois numéros précédents abordaient les «éthnies», la «folie» et la «bouffe». Outre le travail de Simon Bertrand qui orne la page couverture, le magazine publie en page 75 une dizaine d'autres concepts qui méritent des mentions honorables pour leur originalité.

Pierre-Etienne Caza

Politique de la recherche et de la création Mieux adaptée aux nouvelles réalités

Claude Gauvreau

Àprès plus d'un an de consultations, le Conseil d'administration de l'UQAM a adopté une nouvelle *Politique de la recherche et de la création*. Selon Michel Jébrak, vice-recteur à la Recherche et à la création, l'Université avait besoin d'une politique qui reflète la transformation de ses structures et la diversification de ses unités de recherche (laboratoires, centres, chaires, observatoires, consortiums, instituts).

«Depuis dix ans, les activités de recherche et de création ont connu une forte croissance et le budget interne de l'UQAM pour les financer a plus que doublé. Les facultés se sont dotées de politiques de reconnaissance d'équipes de recherche et jouent désormais un rôle clé dans l'évaluation de leurs activités, souligne M. Jébrak. La Politique sera aussi un outil de promotion. Nous pourrons dire aux ministères concernés et aux organismes subventionnaires : voici comment nous entendons favoriser la recherche et soutenir nos chercheurs.»

Dans une société axée de plus en plus sur le savoir et l'innovation, les activités de recherche tendent à se transformer, explique le vice-recteur. Par exemple, les attentes sociales concernant la pertinence des connaissances, leur rythme de production et leur transfert ont augmenté et les différents milieux de recherche mettent davantage l'accent sur la conjugaison des disciplines. En outre, les chercheurs sont incités à s'intéresser à des problématiques toujours plus vastes et complexes, à adopter une approche centrée sur la résolution de problèmes et à établir des liens étroits avec les utilisateurs des savoirs, tant dans l'élaboration des projets et leur déroulement, que dans le partage des résultats.

Deux grands pôles de recherche

La politique élargit les grands principes qui guident l'organisation des activités de recherche et de création : 1) liberté académique; 2) recherche de la qualité; 3) éthique, probité et rigueur; 4) responsabilité sociale; 5) collégialité et transparence; 6) articulation entre enseignement, recherche et création. Elle reconnaît également que la recherche et la création vont de pair et constituent deux facettes de la connaissance, qu'elles soient menées de manière individuelle ou collective, disciplinaire ou interdisciplinaire, avec ou sans financement externe.

«La création d'œuvres littéraires, artistiques ou médiatiques possède des particularités et c'est pourquoi



Photo : Nathalie St-Pierre

Michel Jébrak, vice-recteur à la Recherche et à la création.

l'Université dispose d'un programme de financement annuel spécifique pour aider les créateurs à produire des œuvres originales, précise M. Jébrak. On reconnaît aussi que la recherche comprend des moments de création tout comme le travail de création comporte des phases de recherche.»

Bien que les approches de la recherche soient multiples, celle-ci se développe en continu entre deux grands pôles, la recherche fondamentale et la recherche-innovation, rappelle le vice-recteur. La recherche fondamentale compte prioritairement sur des subventions publiques, vise une meilleure compréhension du monde et repose sur la liberté et la créativité du chercheur qui élabore ses propres questions à l'abri des contingences économiques. Quant à la recherche-innovation, financée en partie ou en totalité par des partenaires privés ou publics, elle s'organise en vue du transfert des résultats à la société.

La recherche-innovation implique souvent une construction conjointe de savoirs et de savoir-faire avec le milieu (organismes sociaux, scientifiques ou culturels), peut s'appuyer sur des activités de consultation (analyse et expertise) et vise à répondre aux besoins de collectivités par l'élaboration de nouveaux concepts, de nouvelles technologies ou de nouveaux produits et services. «L'objectif de l'UQAM est de faire de la recherche-innovation d'intérêt public, souligne M. Jébrak. Sur le plan de la collaboration avec le milieu, nous sommes à l'avant-garde. Dans le domaine forestier, par exemple, les gouvernements, les entreprises et les écologistes disent à nos chercheurs : aidez-nous à mieux gérer les forêts.»

La politique souligne par ailleurs le rôle joué par d'autres acteurs qui,

outre les professeurs, contribuent au développement des connaissances : stagiaires postdoctoraux, chargés de cours, chercheurs associés, étudiants de cycles supérieurs, professionnels et techniciens de recherche.

Un esprit UQAM

La politique prévoit la création d'un Conseil de la recherche et de la création (COREC) dont le premier mandat, au cours de la prochaine année, sera d'élaborer un nouveau Plan stratégique identifiant les domaines reconnus et en émergence et fixant les priorités de l'Université en recherche et création.

«Le COREC conseillera également la Commission des études et le vice-rectorat sur toute question concernant le développement et la gestion de la recherche et de la création, soutiendra, en concertation avec les facultés, les initiatives interdisciplinaires et interfacultaires, et évaluera les unités de recherche et de création reconnues par l'Université», précise le vice-recteur. Il sera composé notamment de professeurs-experts et des vice-doyens à la recherche et à la création des facultés. Enfin, un Service des partenariats en recherche-innovation (SPRI) succédera au Bureau de développement des partenariats et favorisera le transfert des connaissances et des savoir-faire, tant sur le plan technologique que social.

L'UQAM contribue non seulement à l'avancement des connaissances mais aussi à les rendre accessibles à tous les milieux sociaux, économiques et culturels, dit M. Jébrak. «Il y a un esprit UQAM qui repose sur une politique de recherche publique visant à répondre aux besoins particuliers de différentes collectivités.» ●

PUBLICITÉ

Les chercheurs de l'UQAM organisent une trentaine de colloques à l'Acfas

Dominique Forget

Pour fêter la 75^e édition de son Congrès annuel, l'Association francophone pour le savoir (Acfas) voit grand. Elle organise à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ce qui s'annonce comme le plus grand congrès jamais mis sur pied en région. Plus de 150 colloques multidisciplinaires réuniront des scientifiques de diverses expertises autour de problématiques d'actualité. En parallèle, plus de 1 000 communications libres seront données par des chercheurs. Plusieurs étudiants de maîtrise et de doctorat pourront faire leurs premières armes et peut-être se positionner pour une carrière internationale.

Grande fête de la science, le Congrès de l'Acfas est le rendez-vous de tous les scientifiques de la francophonie qui ont à cœur la mise en commun des connaissances, le choc des idées et l'avancement de la société. Parmi les colloques au programme, une trentaine sont organisés par des professeurs de l'UQAM. Rendez-vous donc à Trois-Rivières pour partager les fruits de leurs réflexions!

Série 300 -

Lettres, arts et sciences humaines

- Colloque 304 : Échanges Québec/Brésil. Les savoirs en mouvement
Responsables : Licia Soares de Souza et Jean Fisette (études littéraires), **7 et 8 mai**.
- Colloque 310 : Le jeu vidéo : un phénomène social massivement pratiqué
Responsables : Jean-Paul Lafrance (communication sociale et publique) et Stéphane Fauteux (École des médias), **8 mai**.
- Colloque 318 : Images et figures du corps en photographie
Responsables : Bertrand Gervais et Alexis Lussier (études littéraires), **7 et 8 mai**.
- Colloque 328 : Morts et revenants (XVI^e – XVIII^e siècles). Discours, imaginaires et narrations
Responsables : Lucie Desjardins (études littéraires) et Michel Fournier (Université d'Ottawa), **8 et 9 mai**.
- Colloque 334 : Géographie et littérature : entre le *topos* et la *chôra*
Responsables : Mario Bédard (géographie) et Christiane Lahaie (Université de Sherbrooke), **9 mai**.

Série 400 - Sciences sociales

- Colloque 409 : Citoyenneté, ethnicité, diversité : interrogations locales, nationales et internationales
Responsable : Micheline Labelle (sociologie), **10 et 11 mai**.
- Colloque 410 : Les innovations sociales en économie publique et en économie sociale
Responsables : Jean-Marc Fontan (sociologie) et Jo M. Katambwe (UQTR), **7 et 8 mai**.
- Colloque 414 : Être sourd : inscription sociohistorique de la surdité comme lieu de réflexion

sur les dynamiques identitaires au Québec
Responsables : Marguerite Blais (UQAM) et Charles Gaucher (Institut de réadaptation en déficience physique de Québec), **10 mai**.

- Colloque 417 : Mouvements sociaux et transnationalisation des pratiques : les Amériques sont-elles différentes?
Responsables : Alain Lapointe (organisation et ressources humaines) et Yanick Noiseux, **7 et 8 mai**.
- Colloque 418 : La sociologie et les questions éthiques : apports et enjeux
Responsables : Anne Quéniant (sociologie) et Stéphanie Gaudet (Université d'Ottawa), **8 mai**.

- Colloque 420 : Formation professionnelle et formation continue : transmission des savoirs, dispositifs de qualification, évaluation
Responsables : Paul Bélanger (éducation et formation spécialisées) et Frédéric Lesemann (INRS-UCS), **8 mai**.
- Colloque 423 : Différenciation sociale et épistémologie féministe
Responsables : Isabelle Lehuu (histoire) et Linda Pietrantonio (Université d'Ottawa), **8 et 9 mai**.
- Colloque 431 : Violence des imaginaires et imaginaires de la violence
Responsables : André Corten (science politique) et Anne-Elizabeth Côté, **8 mai**.
- Colloque 432 : Des relations solides dans un monde en évolution : marketing relationnel et collaboration
Responsables : Line Ricard et Jean Perrien (stratégie des affaires) et Lionel Colombel (Université Clermont-Ferrand), **9 mai**.

• Colloque 435 : Contr'hommage à Gilles Deleuze. Nouvelles lectures, nouvelles écritures
Responsables : René Lemieux (UQAM), Dalie Giroux et Pierre-Luc Chénier (Université d'Ottawa), **11 mai**.

- Colloque 436 : Tourisme et territoires forestiers : vers de nouvelles perspectives de mise en valeur
Responsables : Bruno Sarrasin (études urbaines et touristiques) et Marie Lequin (UQTR), **8 et 9 mai**.
- Colloque 442 : Conditions de la critique – Conditions du travail anthropologique et sociologique :

des terrains communs
Responsables Jules Duchastel (sociologie) et Paul Sabourin (Université de Montréal), **9 mai**.

- Colloque 443 : Une mosaïque verticale ou horizontale? Le sens des inégalités contemporaines et la question des classes sociales
Responsables : Jules Duchastel et Éric Pineault (sociologie), **7 et 8 mai**.

Série 500 – Éducation

- Colloque 502 : Diplômer à la maîtrise et au doctorat : l'urgence d'agir
Responsables : Louise Ménard

et Christian Bégin (éducation et pédagogie), **9 mai**.

- Colloque 503 : Dix ans après la politique familiale, quelle est la place des CPE dans la société québécoise?
Responsables : Nathalie Bigras et Gilles Cantin (éducation et pédagogie), **9, 10 et 11 mai**.
- Colloque 514 : Les initiatives en éducation à la santé : où en sommes-nous?
Responsables : Marie-Claude Rivard (UQTR), Charlotte Beaudoin (Université d'Ottawa)

Suite en page 6 ▶

Boursiers en sciences humaines

Plusieurs étudiants des cycles supérieurs ont reçu récemment un important coup de main financier de la part de la Faculté des sciences humaines. Celle-ci a pu remettre des bourses d'une valeur de 2 000 \$ chacune à cinq candidats à la maîtrise, tandis que cinq doctorants recevaient une bourse de 3 000 \$.

Le programme de bourses de fin d'études de la Faculté des sciences humaines vise à encourager la réussite des étudiants des cycles supérieurs qui ont un excellent dossier académique et à favoriser la réduction de la durée des études. «La mise sur pied de ce programme témoigne de l'esprit de solidarité qui règne dans notre faculté», souligne le doyen Robert Proulx. En effet, c'est la part facultaire des fonds générés par les contrats de recherche des professeurs pour couvrir les frais indirects qui assure, année après année, le financement de ces bourses de fin d'études.

Parmi les sujets de mémoire ou de thèse choisis par les lauréats, mention-

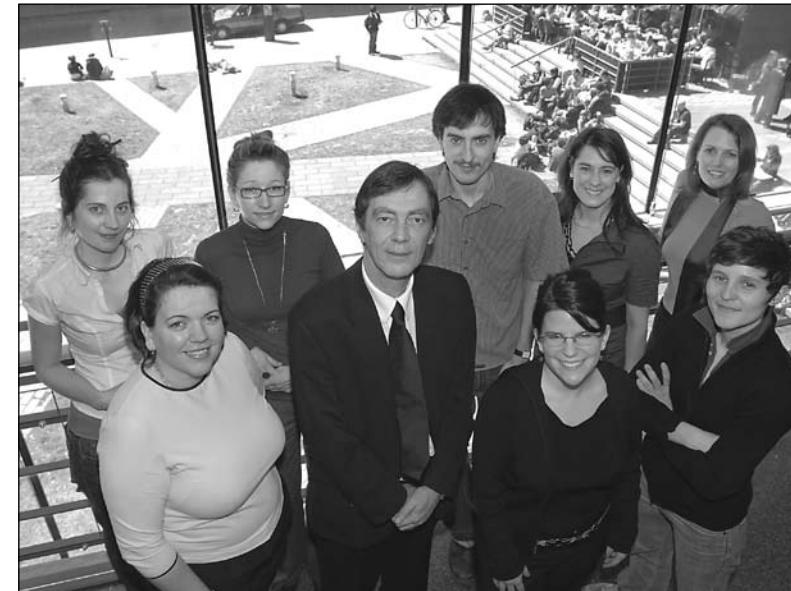


Photo : Denis Bernier

À l'avant-plan, dans l'ordre habituel, Etleva Vocaj (doctorat, linguistique), Robert Proulx, doyen de la Faculté des sciences humaines, Catherine Laurin (doctorat, psychologie), Peggy Faye (maîtrise, histoire). À l'arrière-plan, Marie Raphoz (maîtrise, géographie), Suzanne Trachsel (maîtrise, sociologie), Florian Ferrand (doctorat, philosophie), Katrine Schuessler (doctorat, psychologie), Annie Larouche (maîtrise, intervention sociale). Simon Perrault (doctorat, sociologie) et Évelyne Fleury (maîtrise, sexologie) n'apparaissent pas sur la photo.

nons l'expérience carcérale et l'identité personnelle des jeunes de la rue à Montréal, les bases évolutionnistes

de la conscience humaine et la performance d'élèves ayant un trouble envahissant du développement.

PUBLICITÉ

Spécial recherche et création → INTERNATIONAL

UQÀM

Prenez position

30 avril 2007

Imaginaire nordique

Dans le laboratoire de ce chercheur, il n'y a ni fioles, ni éprouvettes, ni microscope électronique, mais de puissants ordinateurs remplis de mots et d'images. Ici, c'est un monde imaginaire qui est scruté à la loupe, décomposé, cartographié et comparé.

«Le Laboratoire international d'étude multidisciplinaire comparée des représentations du Nord a été le premier projet Relève en sciences humaines financé par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)», souligne son directeur, DANIEL CHARTIER, professeur au Département d'études littéraires et également directeur de la revue *Voix et Images*.

L'idée du Nord est-elle la même au Québec, en Finlande ou en Suède? Ce projet technologique qui a pour but de recenser toutes les œuvres comportant un caractère nordique est aussi un lieu virtuel de rassemblement pour une douzaine de chercheurs répartis dans une dizaine d'universités, principalement au Québec et en Europe.

«L'objectif du laboratoire est d'étudier l'imaginaire du Nord dans une perspective comparée, en partant de la littérature vers les autres arts, que ce soit les arts visuels ou l'art populaire, le cinéma et même aujourd'hui les raisons sociales et la publicité», explique son directeur. Au départ, on s'est surtout intéressé aux comparaisons entre le Québec et les cultures scandinaves et finlandaise, puis avec le monde inuit. On a maintenant adopté une vision circumpolaire, incluant tous les pays du Nord.



Intérieur d'un bâtiment traditionnel, dans la réserve crie d'Oujé-Bougoumou, située dans la région de la Baie-James.

Photo : Daniel Chartier

«Le thème de la nordicité a ceci de particulièrement intéressant qu'il nous permet de nous comparer à autre chose que la France ou les États-Unis, dit Daniel Chartier. Nous nous définissons toujours comme des Nord-Américains de langue française. Mais nous sommes aussi des nordiques.» Comme dit la chanson, «mon pays, ce n'est pas un pays, c'est l'hiver»...

Il existe peu de liens historiques entre les cultures québécoise et scandinaves. «Pourtant, on voit des ressemblances entre les œuvres», dit le professeur. Des films comme *Mon oncle Antoine*, *Mémoires affectives* ou *La grande séduction* ont une très grande résonance dans les pays scandinaves, comme il a pu le constater au Festival des cinémas nordiques canadiens qu'il a présenté à Reykjavik, en Islande, l'année dernière.

Grâce aux colloques et autres événements auxquels contribuent les chercheurs du Laboratoire depuis sa création, en 2003, des ponts sont jetés entre cultures nordiques. De l'autre côté de l'Atlantique, la réception est extraordinaire: «La nordicité, un concept inventé au Québec, est devenu le mot d'ordre de toute une recherche parce qu'il définit très bien ce que c'est que de vivre au Nord, de vivre en hiver, affirme Daniel Chartier. On m'a d'ailleurs demandé de codiriger un projet financé par le Conseil de recherche islandais sur l'Islande et les images du Nord.»

Le Laboratoire possède la bibliothèque la plus importante du monde sur l'imaginaire du Nord et publie deux collections d'ouvrages, dont l'une est consacrée aux études culturelles et littéraires, «Droit au pôle», et l'autre, «Jardin de givre», propose des rééditions d'œuvres significatives liées à l'imaginaire circumpolaire. Grâce aux équipements acquis avec les fonds de la FCI, les chercheurs du Laboratoire ont aussi mis sur pied un ensemble de banques de données (œuvres, illustrations, citations, extraits vidéo) contenant plus de 30 000 fiches, donnant accès à 100 000 pages d'analyses et à des milliers de représentations du Nord. Une vraie mine d'or pour les prospecteurs de la nordicité.

— Marie-Claude Bourdon

→ Site Internet : www.imaginaireunord.uqam.ca

Photo : Daniel Chartier

Touristes en ascension sur un glacier sali par les pierres du dégel au Svalbard en Norvège, un archipel situé entre 74° et 81° de latitude nord et entre 10° et 34° de longitude est.



Images des Sœurs Grises dans les contrées reculées des Territoires du Nord-Ouest (tirées de *Femmes héroïques, les Sœurs Grises canadiennes aux glaces polaires*, R.P. Dechaussois, Éditions SPES, Paris, 1927).

→ www.recherche.uqam.ca



Écotourisme pour protéger l'environnement : solution ou mirage ?

Madagascar, que l'on appelle la Grande île, a perdu près des trois quarts de son couvert forestier et la richesse de sa biodiversité s'en trouve menacée.

Les paysans sont pointés du doigt parce qu'ils défrichent surtout pour la culture agricole et pour le charbon de bois. Pressé de freiner cette dégradation, le gouvernement a déployé au début des années 1990 un Plan d'action environnemental (PAE) misant notamment sur l'écotourisme pour à la fois protéger les ressources naturelles, lutter contre la pauvreté et stimuler la croissance économique. Ces trois objectifs sont-ils conciliables ?

Professeur au Département d'études urbaines et touristiques, BRUNO SARRASIN s'est intéressé à la question dans le cadre d'un projet de recherche intitulé «Sociogenèse de l'écotourisme comme stratégie de développement durable à Madagascar». Il a publié

plusieurs articles à ce sujet, notamment dans la revue *Téoros* (2002) qu'il dirige, mais aussi dans la *Revue canadienne d'études du développement* (2005), *Loisir et société* (2005) ainsi que *Alternatives Sud* (2006).

Ce projet de recherche, financé par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) et le Programme d'aide financière à la recherche et à la création (PAFARC) de l'UQAM, constituait le prolongement des études doctorales du professeur Sarrasin, complétées à l'Université de Paris I en science politique.



Photo : Nathalie St-Pierre

BRUNO SARRASIN
Professeur au Département
d'études urbaines et touristiques

«Le programme s'appuiera sur des études de cas réels, dit Lucie Sauvé, c'est-à-dire sur des projets qui ont déjà été réalisés en Bolivie et qui ont connu du succès. On peut penser à la mise sur pied de coopératives alimentaires, à la culture de jardins collectifs, à la construction de latrines, à des initiatives de traitement de l'eau ou de lutte contre la malaria, par exemple.»

Les trois universités partenaires de l'UQAM desservent des territoires très différents. L'Universidad Autonoma Gabriel René Moreno se trouve en milieu urbain et agricole, la Universidad Amazonica de Pando, en milieu forestier et tropical, la Universidad Técnica del Beni Mariscal José Ballivan, en milieu d'élevage et de pisciculture. La formation devra donc tenir compte de ces différences. D'une durée d'un an, le programme se terminera par un stage où le leader communautaire sera appelé à concevoir et à mettre en œuvre un projet avec les gens de son village ou de son quartier. Un fonds de démarrage lui sera remis à cet effet.

Les professeurs de Montréal rencontreront leurs vis-à-vis trois fois par année. Une délégation de la Bolivie visitera l'UQAM dès le mois de mai prochain pour lancer la collaboration. Financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), dans le cadre du programme Partenariats universitaires en coopération et développement de l'Association des universités et collèges du Canada, le projet s'échelonnera sur six ans. L'équipe prévoit former trois cohortes de leaders communautaires, principalement des femmes, des autochtones et des jeunes de la rue.

— Dominique Forget

«Ma thèse m'avait permis de démontrer qu'une grande partie des problèmes de mise en œuvre du PAE reposait sur l'écart important entre la façon de percevoir le problème environnemental par les Occidentaux et celle des paysans malgaches», explique-t-il. Pour les bailleurs de fonds, comme la Banque mondiale, la problématique de la dégradation des ressources naturelles va de pair avec une croissance économique anémique. En simplifiant à l'extrême : si les paysans ruraux intègrent le système économique de marché, ils ne seront plus dépendants de leurs pratiques de survie qui dégradent l'environnement. Avec l'écotourisme, le gouvernement croyait donc faire d'une pierre deux coups !

L'écotourisme n'est cependant pas une panacée, a constaté Bruno Sarrasin, qui s'est rendu à Madagascar afin d'étudier sur place les cas de deux parcs nationaux, ceux de Ranomafana et d'Isalo. «L'écotourisme ne profite qu'à une minorité de gens du pays, principalement les élites de la capitale, conclut-il. Pour accueillir les touristes, il faut parler des langues étrangères et posséder un minimum de scolarité, ce qui n'est pas le cas des paysans.» Si on ne parvient pas à augmenter significativement le niveau de vie des paysans avec l'écotourisme, est-ce que l'on réussit à protéger davantage les aires naturelles et à freiner la déforestation ? «Pas vraiment, répond M. Sarrasin, puisque les paysans poursuivent leurs pratiques dommageables pour l'environnement.»

En somme, les expériences d'écotourisme à Madagascar ressemblent davantage à un nouveau cheval de Troie pour le capitalisme qu'à un véritable plan d'action environnemental, constate pour l'instant Bruno Sarrasin, qui poursuit ses recherches sur le sujet.

— Pierre-Etienne Caza

Écodéveloppement communautaire en Bolivie

Le monde de la coopération internationale a connu une révolution au cours de la dernière décennie. Finie l'époque où l'on imposait dans les pays démunis des solutions conçues par des «experts» du Nord. Aujourd'hui, on cherche plutôt à appuyer les communautés locales, en marche vers leur propre développement et la résolution autonome des problèmes qu'elles jugent les plus préoccupants. C'est dans cette optique que LUCIE SAUVÉ, professeure au Département d'éducation et pédagogie de l'UQAM et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, a lancé le projet Écominga.

En collaboration avec trois universités boliviennes membres du Réseau des universités amazoniennes UNAMAZ, l'équipe d'Écominga s'apprête à mettre sur pied un programme de formation destiné aux leaders communautaires de quelques-unes des régions les plus démunies de la Bolivie. La formation sera axée sur la promotion de la santé environnementale, en lien avec l'eau et l'alimentation.



LUCIE SAUVÉ
Professeure au Département d'éducation et pédagogie de l'UQAM et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement.

Photo : Nathalie St-Pierre



Photo : Marie-Josée Bélieau

Sur les traces de la botte italienne

L'Italie n'a pas toujours eu la forme de la fameuse botte que l'on connaît aujourd'hui. La Calabre – où se trouvent les orteils – a longtemps formé une île séparée, comme la Sicile. Elle s'est collée au continent, il y a cinq millions d'années, au gré du mouvement des plaques tectoniques. À ce jour, elle poursuit son périple.

«La plaque tectonique sur laquelle se trouve la Calabre est, en quelque sorte, entrée en collision avec celle où repose l'Italie continentale», explique MICHEL LAMOTHE, professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère. «Elle poursuit son chemin à la verticale.» Au cours des 125 000 dernières années, la Calabre aurait monté de quelque 100 mètres par rapport au niveau de la mer, soit de 1 millimètre par année en moyenne.

Le professeur Lamothe collabore depuis un an avec des chercheurs du très réputé Lamont-Doherty Earth Observatory de l'Université Columbia, à New York, et de l'Istituto Nazionale di Geofisica e Vulcanologia, à Rome, pour

mieux comprendre le passé géologique de cette portion du globe et tenter d'anticiper son avenir. «À cause du mouvement des plaques, c'est une région très sensible aux tremblements de terre», souligne-t-il. Le gouvernement italien aimerait bien cerner la probabilité que surviennent des séismes dans le futur. Il voudrait aussi prédire leur intensité. Sans que cela soit officiel, un projet de pont reliant la Sicile au continent pourrait motiver son intérêt.

En compagnie de Sébastien Huot, stagiaire post-doctoral, Michel Lamothe s'est rendu sur les côtes de la Calabre pour recueillir des échantillons en septembre dernier. «Au flanc des montagnes, on peut aller chercher des grains de sable qui formaient les plages de la Calabre il y a 100 000 voire 500 000 ans et qui se sont élevés avec le temps à cause du mouvement des plaques.»

Le professeur a rapporté dans son laboratoire de l'UQAM tous les échantillons récoltés. À l'aide de techniques de luminescence, il pourra dater les grains de sable et plus spécifiquement identifier à quelle époque ils étaient baignés par les vagues. «En sachant à quelle altitude ces grains de sable se trouvent aujourd'hui, nous pourrons savoir à quelle vitesse les terres ont bougé, au fil des 500 000 dernières années. On sait déjà qu'elles ne montent pas de façon régulière. Elles peuvent être stables pendant des centaines d'années, puis monter de quelques millimètres d'un coup.»



MICHEL LAMOTHE
Professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère

Photo : Nathalie St-Pierre

Au total, une vingtaine de chercheurs compose l'équipe internationale. «Nous nous rencontrons tous à Rome l'automne prochain pour mettre nos résultats en commun. On n'a pas besoin d'être italien pour travailler sur la Calabre. C'est un des coins du monde les plus fascinants pour étudier la tectonique des plaques.»

– Dominique Forget



Hégémonie ou empire ?

Malgré les conflits qui s'enlisent en Irak et en Afghanistan, la suprématie militaire de notre puissant voisin du sud n'est pas menacée, croient CHARLES-PHILIPPE DAVID et FRÉDÉRICK GAGNON, de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques.

«Les statistiques sont là pour le démontrer, dit Charles-Philippe David, titulaire de la Chaire et directeur de l'Observatoire. Les dépenses militaires des Américains s'élèvent à 700 milliards cette année. En Russie, c'est environ 60 milliards. En Chine, les chiffres varient, mais aucun pays dans le monde ne dépense le cinquième du budget militaire américain.»

Les États-Unis ont encore une marge de manœuvre, croit le professeur. «Les dépenses militaires représentent moins de 4% du PIB. Pendant la guerre du Vietnam, c'était 8% et cette proportion est montée à près de 40% pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le président n'aurait aucune difficulté, s'il y avait un autre attentat terroriste, à pousser la machine un peu plus loin.»

Avec un autre chercheur de l'Observatoire, le professeur David Grondin, de l'Université d'Ottawa, Charles-Philippe David vient de codiriger *Hegemony or Empire? The Redefinition of US Power under George W. Bush* (Ashgate), un ouvrage qui analyse la nature de la suprématie américaine. Le livre résulte d'un colloque international que l'Observatoire des États-Unis a tenu sur cette question en février 2005 et auquel ont contribué plusieurs chercheurs, dont Frédéric Gagnon, candidat au doctorat en science politique et également auteur d'un livre paru l'automne dernier sur *Le Congrès américain* (Presses de l'Université du Québec).

«Pour moi, une politique impériale, c'est une volonté de contrôle direct sur les sujets, dit Charles-Philippe David, alors que l'hégémonie, c'est plus subtil. On parle de contrôler le système international par des moyens indirects – diplomatiques, économiques, militaires – sans nécessairement annexer des territoires, avoir des bases permanentes et des colonies un peu partout à travers le monde.»

Le débat, loin d'être clos dans les cercles académiques, a été alimenté par la présence à Washington, particulièrement depuis le 11 septembre 2001, de néo-conservateurs persuadés des bienfaits que les États-Unis peuvent apporter, de force s'il le faut, aux peuples «conquis». Mais cette croyance en la supériorité des valeurs américaines est assez constante depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, note Frédéric Gagnon. «On voit en étudiant les discours des présidents américains que tous souscrivent à l'idée que ce serait une bonne chose que le monde devienne un peu plus à l'image des États-Unis et adopte les valeurs américaines de liberté et de démocratie.»

Tout est dans la façon d'exporter ces valeurs. Avec leur nouvelle majorité au Congrès, remportée lors des législatives de l'automne dernier, les Démocrates peuvent-ils infléchir la politique étrangère américaine? Dans l'immédiat, rien n'est moins sûr, croient les deux experts. D'une part, les Démocrates sont divisés sur la question irakienne. D'autre part, avec des élections présidentielles à l'horizon de 2008, ils sont condamnés à une stratégie des petits pas.

«Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des représentants, marche sur une glace bien mince en tentant de faire obstruction à la stratégie du président, qui, de toutes façons, garde son droit de veto», dit Charles-Philippe David. Son collègue est du même avis : «Comme le Congrès a le pouvoir d'adopter les budgets, les Démocrates pourraient couper les fonds au président pour continuer la guerre en Irak, dit Frédéric Gagnon. Mais ils ne le feront pas. Car même si la majorité des Américains sont maintenant contre la guerre, ils ne veulent pas qu'on mette les troupes qui sont là-bas en péril.»

– Marie-Claude Bourdon



Photo : Nathalie St-Pierre

FRÉDÉRICK GAGNON
Candidat au doctorat en science politique et chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis

CHARLES-PHILIPPE DAVID
Professeur au Département de science politique, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis

Vers une reconnaissance de l'individu comme sujet de droit en Chine

Les sinologues juristes forment une espèce rare. Au Canada, ils ne sont qu'une poignée et HÉLÈNE PIQUET en fait partie. Professeure au Département des sciences juridiques, elle a reçu l'an dernier la prestigieuse Médaille Gallet de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France pour son ouvrage *La Chine au carrefour des traditions juridiques*.

Ses recherches actuelles portent sur le projet de créer en Chine un code civil qui comprendrait un «Livre sur les droits de la personnalité», incluant le droit à la dignité. Dans un pays qui a été souvent critiqué pour ses violations des droits de la personne, un tel projet, encore méconnu en Occident, constitue une véritable révolution.



HÉLÈNE PIQUET
Professeure au Département
des sciences juridiques

d'erreurs et 70% de bonnes choses. Depuis, aucun bilan de cette période n'a été fait. Les débats soulevés par le projet de code civil exercent une fonction cathartique et favorisent une forme de rupture avec un passé douloureux», souligne-t-elle.

Cela dit, beaucoup de progrès reste à accomplir au chapitre du respect des droits de la personne. La répression de la dissidence, la protection des droits des femmes et des enfants, du droit à la santé et du travail demeurent des problèmes de taille. Mais, ajoute Hélène Piquet, «comme me le confiait un ami chinois qui a vécu la période maoïste, *si la liberté avec un grand L ne prédomine pas encore, nous commençons à jouir d'une myriade de petites libertés.*»

— Claude Gauvreau



L'homme faisant front à une colonne de 17 chars chinois lors de la révolte de la place Tiananmen, en Chine populaire, en 1989.

Une Amérique latine plurielle

«J'ai appris que j'étais latino-américain quand je suis arrivé ici», s'exclame en riant JUAN-LUIS KLEIN, professeur au Département de géographie et chercheur rattaché au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Natif du Chili, il explique le paradoxe suivant : historiquement, le référent identitaire des peuples dits latino-américains est l'Amérique et non l'Amérique latine. «Les grands chantres et les grands poètes décrivent les luttes de leurs peuples en parlant de l'Amérique, tout comme le faisait Simón Bolívar face aux troupes espagnoles lors de l'émancipation des colonies au début du XIX^e siècle, mais puisque les États-Unis se sont approprié l'Amérique au sens linguistique, les Latino-américains reconstruisent présentement leur référent identitaire», constate le professeur Klein. L'un des chapitres de son plus récent ouvrage, intitulé *Le monde dans tous ses États*, porte sur l'Amérique latine.

Paru l'an dernier aux Presses de l'Université du Québec, ce livre, qu'il a dirigé avec son collègue Frédéric Lasserre de l'Université Laval, est le résultat de plusieurs années de recherche sur les effets de la mondialisation sur les espaces nationaux et locaux selon une perspective géographique. «Alors que les autres perspectives s'attardent la plupart du temps aux dimensions homogénéisantes de la mondialisation, nous analysons plutôt les spécificités des lieux qui sont traversés par des enjeux et des tensions distincts et vivent donc la mondialisation de façon différente», affirme M. Klein. Selon lui, le cas de l'Amérique latine est un bon exemple de ce qu'il nomme la «glocalisation», amalgame de l'adjectif «local» et du concept de globalisation.

«On doit plutôt parler des Amériques latines», explique-t-il. Dans son ouvrage, il présente les six grands ensembles régionaux que sont le Mexique, l'Amérique centrale, les Antilles, l'Amérique andine (Colombie, Bolivie, Venezuela, Pérou et Équateur), le Brésil et le Cône Sud (Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay), et il analyse les défis économiques, sociaux, politiques et environnementaux auxquels chacun devra faire face au cours des prochaines années.



Vue aérienne de la ville de Mexico



JUAN-LUIS KLEIN
Professeur au Département de géographie
et chercheur rattaché au Centre de recherche
sur les innovations sociales (CRISES).

Il voit se dessiner deux tendances. D'une part, la recherche d'un équilibre entre marché et équité sociale, notamment au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Chili; d'autre part, un courant fortement nationaliste, voire régionaliste (au sens continental du terme), incarné par Hugo Chávez au Venezuela, mais aussi présent en Bolivie, en Équateur, au Nicaragua et au Pérou. «Les deux tendances prônent cependant une démocratisation du social et du politique, mais par des voies différentes, explique-t-il. Comme la plupart de ces pays ont vécu des épisodes de dictature fortement autoritaire et centralisatrice, c'est réjouissant de constater que les citoyens ont de plus en plus voix au chapitre.»

Le professeur Klein espère toutefois que le nouvel équilibre entre développement économique et développement social ne se fera pas aux dépens des plus démunis – peu représentés politiquement dans plusieurs pays (le Chili par exemple) –, parmi lesquels de nombreux indigènes, longtemps soumis mais qui aujourd'hui, comme dans le cas de la Bolivie et du Mexique, ne se gênent plus pour se faire entendre.

— Pierre-Etienne Caza

Prix Reconnaissance UQAM 2007

Le Gala Reconnaissance UQAM 2007 aura lieu le 9 mai prochain, à l'hôtel Delta Centre-Ville. À cette occasion, les sept Facultés/École de l'UQAM, ainsi que la TÉLUQ remettront chacune un Prix Reconnaissance à l'un de leurs diplômés.

Symbolique par excellence de la réussite et de l'engagement, le Prix Reconnaissance UQAM est une récompense qui souligne la qualité exceptionnelle du parcours professionnel de diplômés de l'UQAM qui, par leurs réalisations et leur engagement, contribuent au développement de leur secteur d'études, de leur sphère d'activité professionnelle ainsi qu'au rayonnement de leur *alma mater*.

Le Journal *L'UQAM* termine avec ces deux lauréats la présentation des huit candidats 2007.

L'esprit de famille de Jean Gattuso

Pierre-Etienne Caza

Meilleur homme d'affaires dans la catégorie des 35 ans et moins selon la Jeune Chambre de commerce de Montréal en 1991, lauréat du Prix performance de l'Association des diplômés de l'École des sciences de la gestion (ESG) de l'UQAM en 1998, les indices du succès de Jean Gattuso se sont accumulés au cours des 15 dernières années. Le président et chef de la direction de A. Lassonde inc. dirige aujourd'hui une entreprise en pleine santé qui carbure à l'innovation. Pour ses qualités reconnues de gestionnaire et d'entrepreneur, l'ESG lui décerne cette année son Prix Reconnaissance UQAM. «C'est tout un honneur!» déclare spontanément le récipiendaire, qui insiste cependant pour faire rejoindre ce prix sur l'équipe des Industries Lassonde inc.

Diplômé de la maîtrise en administration des affaires de l'UQAM (profil gestion internationale, 1998), Jean Gattuso était bien préparé à œuvrer au sein d'une entreprise familiale comme Lassonde. «Je suis né là-dedans, je suis tombé dans la marmite de l'alimentation quand j'étais petit», confie-t-il en faisant référence à la

marque Gattuso, fruit du travail de son père et de ses oncles, et avant eux de sa grand-mère, qui possédait une épicerie à l'angle des rues St-Zotique et Papineau, à Montréal.

M. Gattuso a toutefois fait carrière hors du cercle familial. Avec un baccalauréat en commerce de l'Université McGill en poche, il a amorcé sa carrière dans l'alimentation chez Standard Brands, à la fin des années 1970, à titre d'apprenti en vente et marketing. Il a ensuite été chef de produit adjoint chez Biscuits David et chez Catelli, avant de décrocher le poste de directeur du marketing chez Lassonde en 1987, à partir duquel il a gravi les échelons. C'est en 2004 qu'il est nommé pdg de A. Lassonde inc., l'une des trois filiales des Industries Lassonde inc., qui emploient près de 900 personnes et génèrent un chiffre d'affaires annuel de plus de 350 millions de dollars.

Fondée en 1918 à Rougemont, A. Lassonde inc. est la doyenne des filiales et se spécialise dans les jus et boissons de fruits. Elle possède des usines de transformation, de conditionnement et d'emballage au Québec, en Ontario et en Nouvelle-Écosse. Ses produits sont vendus sous de nom-



Photo : Nancy Lessard
Jean Gattuso, lauréat du Prix Reconnaissance UQAM 2007 de l'École des sciences de la gestion.

breuses marques de commerce telles que Rougemont, Fruité, Oasis, Orange Maison, Everfresh, Fairlee, SunLike et Tropical Grove.

L'empire Lassonde

Jean Gattuso se réjouit du succès de ses produits dans l'ensemble du Canada, dans le Nord-Est des États-Unis ainsi que dans plus de 30 autres pays à travers le monde, mais il est également fier de l'acquisition de certaines marques de commerce par

Lassonde au cours des dernières années, telles que Allen's, Sun-Maid et Tetley. «Ce sont des dossiers que j'aime bien piloter, tout autant que ceux touchant au développement de nouveaux produits», dit-il.

L'an dernier, Lassonde s'est lancé à l'assaut du marché de l'huile d'olive avec Olinda, qui se démarque de ses concurrentes par son contenant en carton. «Ce type d'emballage, conçu en collaboration avec la firme Tetra Pak, a l'avantage d'être incassable,

léger, facile à transporter et, bien sûr, 100 % recyclable», explique M. Gattuso. Dans une entrevue pour la revue *Commerce*, en avril 2006, il affirmait que la compagnie demeurerait audacieuse en lançant d'autres produits susceptibles de plaire aux consommateurs. «Il est trop tôt pour dévoiler quoi que ce soit», déclare-t-il à nouveau, préférant rester discret sur ses stratégies de mise en marché!

Implication sociale

Jean Gattuso n'entretient toutefois aucun mystère sur son implication sociale, pour des causes telles que la Fondation du Docteur Maurice-Bertrand et l'organisme Tel-Jeunes. «Ces causes me tiennent énormément à cœur, car il importe de redonner à la vie lorsqu'on a été choyé comme je l'ai été jusqu'à présent», dit-il.

Cette implication se reflète également au sein de son entreprise, où le bonheur de ses employés est primordial. Faire «croître l'entreprise dans une ambiance chaleureuse» est ce qui le motive. «Lorsque les employés prennent plaisir à travailler et à se réaliser, cela a des répercussions positives sur leur vie familiale», conclut-il de belle façon ●

Madeleine Forcier : patience et persistance

Pierre-Etienne Caza

Les projets d'envergure qu'elle a pilotés avec succès au cours des 30 dernières années ne réussissent parfois pas à chasser le doute dans l'esprit de Madeleine Forcier. «Je me demande si j'ai fait les bons choix professionnels et si j'ai été utile», laisse tomber la directrice générale et copropriétaire de Graff. La Faculté des arts n'hésite pas à se prononcer sur la question, en lui décernant cette année son Prix Reconnaissance UQAM pour son importante contribution à la vie des arts visuels à Montréal.

Intarissable lorsqu'il est question d'éducation et de sensibilisation à l'art contemporain, Madeleine Forcier a été parmi les premières cohortes de diplômées de l'UQAM, en 1972. «Je me trouvais chanceuse que mon diplôme spécialisé en enseignement des arts plastiques devienne un baccalauréat», se rappelle-t-elle en faisant allusion à son passage obligé de l'École des Beaux-Arts vers l'UQAM, nouvellement créée.

Coup de foudre artistique

Devenue maman peu de temps après, elle fait alors de la sérigraphie en dilettante, notamment aux Ateliers Graff, fondés en 1966 par l'artiste Pierre Ayot, qui fut ensuite professeur à l'UQAM. «Dès le départ, Graff s'est



Photo : Nancy Lessard
Madeleine Forcier, lauréate du Prix Reconnaissance UQAM 2007 de la Faculté des arts.

voulu un lieu de travail, d'échanges et de rassemblement pour les artistes adeptes de la gravure, de l'estampe et de la photographie», précise Mme Forcier. Ce lieu d'avant-garde, rue Marianne, était ouvert sept jours sur sept et 24 heures sur 24, accueillant surtout de jeunes artistes. «Je n'avais jamais pensé que l'on pouvait faire carrière en gestion des arts, mais lorsque Pierre m'a offert un poste de coordonnatrice et de directrice des expositions, en 1975, j'ai accepté

sans hésiter, car j'avais eu le coup de foudre pour Graff», poursuit-elle. Elle délaissait alors la production artistique sans regret. «Je profite depuis du meilleur des deux mondes, ajoute-t-elle. Je fréquente l'univers stimulant des artistes, sans avoir à me débattre avec l'angoisse de la création!»

Lorsqu'elle accepte de seconder Pierre Ayot, Graff a déjà déménagé ses pénates dans une bâtie plus spacieuse, rue Rachel. Le rez-de-chaussée sert alors de galerie d'exposition. En

1980, Pierre Ayot décide de dissocier administrativement les Ateliers de la Galerie; Madeleine Forcier choisit de diriger la seconde.

Parmi les événements marquants des 25 dernières années, elle se rappelle avec fierté les «20 ans de Graff», célébrés en 1986 par une rétrospective de la collection de gravures et par l'autopublication du livre *Le monde selon Graff*, un ouvrage retracant l'histoire des ateliers, en parallèle avec l'histoire du Québec. «Nous étions pourtant néophytes en édition, raconte-t-elle en riant. Nous avons dû acheter notre premier ordinateur et apprendre sur le tas!» Elle se rappelle également avec bonheur l'événement John Cage, en 1989, l'obtention de sa maîtrise en études des arts de l'UQAM, en 1992, et l'exposition internationale d'estampes «Imprimatur», à laquelle la Galerie de l'UQAM a été associée, en 1994. En revanche, le décès de son patron et complice Pierre Ayot, en 1995, a été un coup dur. Elle a néanmoins décidé de poursuivre l'aventure à titre de directrice générale, ce qui l'a menée jusqu'au 40^e anniversaire de Graff, célébré l'an dernier.

Le temps de la relève

En 40 ans, les techniques de gravure se sont modifiées. Les Ateliers ont dû se doter d'un laboratoire multimédia et d'une immense imprimante pour

les besoins de l'imagerie numérique, entre autres. «Cela donne lieu à de nouveaux langages», dit avec enthousiasme Mme Forcier.

Bon an mal an, quelque 120 artistes viennent faire leur tour chez Graff, parmi lesquels des habitués depuis 20 ou 30 ans, mais aussi des jeunes qui profitent du projet d'insertion de Graff pour les finissants de cégep et d'université. «Pendant longtemps, j'ai trouvé que l'art contemporain piétinait dans sa quête assoiffée d'un public plus large, qu'il ne rayonnait pas suffisamment malgré les efforts de plusieurs d'entre nous, confie Mme Forcier. J'observe cependant depuis cinq ans qu'un nouveau public s'intéresse à l'art contemporain. Mon travail depuis 25 ans porte fruits: je veux donc en profiter encore quelques années!»

L'heure de la retraite n'a pas encore sonnée pour Madeleine Forcier, qui souhaite prendre le temps de former la personne qui lui succédera chez Graff. «C'est mon rêve, s'exclame-t-elle. Et je souhaite évidemment que ce soit une personne diplômée de l'UQAM en histoire de l'art.» Avis aux intéressés! ●

Climat d'injustice

Dominique Forget

L'injustice est accablante: au cours des prochaines décennies, ce sont les pays les plus démunis qui seront les plus durement touchés par le réchauffement de la planète. Selon le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) déposé à Bruxelles, le 6 avril dernier, 250 millions de personnes risquent de manquer d'eau d'ici 2020. Les pays en émergence sont pourtant dans le peloton de queue des États pollueurs, en ce qui regarde leurs émissions de gaz à effet de serre. Les citoyens du Sud devront donc payer pour la boulémie des pays du Nord... même s'ils n'en ont pas les moyens.

«C'est un problème éthique énorme», commente Laurent Lepage, professeur à l'Institut des sciences de l'environnement et titulaire de la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains. «Les habitants des pays développés ont une responsabilité à l'égard de ceux dont ils ont compromis la sécurité.»

Le professeur a tout récemment terminé un projet de recherche réalisé en collaboration avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Environnement Canada et AGRHYMET, un centre réunissant des membres de neuf pays africains qui s'intéressent à l'impact des changements climatiques au Sahel. Dirigée par Laurent Lepage, l'équipe s'est inté-



Photo : Nathalie St-Pierre

Laurent Lepage, professeur à l'Institut des sciences de l'environnement.

ressée plus spécifiquement à trois pays sahéliens : le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Sur trois années, les chercheurs ont interrogé plus de 500 élus, agriculteurs et autres acteurs locaux.

«Les Africains que nous avons rencontrés ressentent déjà la pression des changements climatiques, raconte le professeur. Les périodes de sécheresse sont de plus en plus longues. Le couvert végétal se réduit au profit de la désertification. En parallèle, la population vit une explosion démographique sans précédent. Le territoire produit de

moins en moins de ressources alors qu'il y a de plus en plus de bouches à nourrir. Les conflits pour l'eau ou les

terres cultivables vont certainement se multiplier, à l'intérieur des pays et entre les États.»

Au cours de ses recherches, Laurent Lepage a constaté que certains habitants avaient déjà commencé à s'adapter au réchauffement du climat. En adoptant des stratégies pour mieux gérer les surplus alimentaires lorsque la saison est bonne, par exemple, ou en diversifiant leurs activités. De plus en plus d'agriculteurs délaissent une parcelle de leurs terres pour acheter un troupeau et consacrer une partie de leurs efforts à l'élevage. «Quand on arrive dans ces pays, en zone rurale, on a l'impression que rien n'a bougé depuis 400 ou 500 ans. Mais le climat a forcé l'évolution des mœurs.»

Pour aider les habitants du Sahel à mieux s'adapter au réchauffement, Laurent Lepage croit qu'il faut miser sur l'information des communautés et des élus. La planification dans tous les secteurs – que ce soit la santé, l'agriculture ou l'aménagement du territoire – doit tenir compte du bouleversement

du climat. Le professeur admet que le défi est de taille. Sur le terrain, on se frotte vite à la réalité du quotidien. «La notion des changements climatiques implique des prévisions sur plusieurs années et plus souvent sur plusieurs décennies. Mais les habitants du Sahel se battent pour leur subsistance. Ils ne veulent pas savoir si la Terre se réchauffera dans dix ans. Ils veulent savoir s'il va pleuvoir demain.»

Laurent Lepage mise beaucoup sur la conscience des habitants du Nord et l'aide internationale pour venir en aide à ceux qui subiront les contre-coups des changements climatiques. Grâce à une aide valable, les pays du Sud pourraient plus facilement s'adapter aux changements à venir. «Et si le territoire devient complètement inhospitalier, il faudra se préparer à accueillir les réfugiés climatiques. L'immigration choisie, évoquée par le candidat à l'élection présidentielle française Nicolas Sarkozy, n'aura pas sa place.»

Déjà vulgarisateurs de leur science !

Dominique Forget

Saviez-vous que le miel est un antibiotique très efficace que l'on peut utiliser pour la désinfection et la cicatrisation des plaies? Que les produits issus de l'agriculture biologique n'ont pas nécessairement une plus grande valeur nutritive que ceux provenant de l'agriculture conventionnelle? Qu'en marge des mégacomplexes hôteliers, des Cubains mettent le cap sur des pratiques de tourisme plus durable?

On l'apprend en lisant le premier numéro de la revue *Le Point biologique*, entièrement réalisée par des finissants du baccalauréat en biologie en apprentissage par problèmes (APP). «Dans le cadre du cours *Projet multidisciplinaire*, les finissants doivent écrire, par groupes de trois ou quatre, un article qui met en valeur des connaissances acquises pendant les trois années d'études», dit Annie-Claude Bélisle, elle-même finissante et rédactrice en chef du tout nouveau magazine. «Cette année, notre cohorte a décidé d'aller plus loin en publiant une revue papier.»

Chaque équipe était libre de choisir un sujet qui la passionnait. Seule contrainte: chacun des articles devait inclure des connaissances propres à au moins deux des trois grands thèmes abordés au cours du baccalauréat en biologie, soit la toxicologie et l'environnement; l'écologie; ou la biologie moléculaire et les biotechnologies. Pour leur recherche, les journalistes en herbe ont eu accès aux professeurs de l'UQAM. Mais la plupart d'entre eux sont allés plus loin en interviewant des professeurs d'autres universités, des médecins, des nutritionnistes, des infirmiers, des agriculteurs ou des gestionnaires. L'équipe intéressée par l'écotourisme à Cuba s'est même rendue sur le terrain grâce à une subvention des Services à la vie étudiante.

En fin de session, tous les étu-



présenté par les finissantes et finissants du baccalauréat en biologie en apprentissage par problèmes de l'UQAM

agriculture
antioxydants
certification
mangroves
antibiotique
voyager vert
malaria
DDT
miel
corail
nourriture bio

UQAM Accès et soutien aux projets étudiants
Services à la vie étudiante
Université du Québec à Montréal
AES Accès et soutien aux projets étudiants
www.uqam.ca
CRSNG NSERC
COOP UQAM
Département des sciences biologiques



dants ont présenté leurs recherches oralement à leurs camarades de classe. Cinq équipes se sont démarquées du lot et ont été retenues pour publier leur article dans *Le point biologique*.

Annie-Claude Bélisle a remué ciel et terre pour trouver des commanditaires prêts à payer pour l'impression de la revue. Elle a notamment obtenu une subvention du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG), dans le cadre d'un programme dédié aux projets de vulgarisation scientifique. Son collègue Alain Roy a pris en charge le graphisme de la revue, alors que Geneviève O'Reilly et Valérie Gaudreault se sont occupées de questions logistiques.

Les deux professeures responsables du cours, Karen Messing et Catherine Mounier, ont également mis la main à la pâte. «Nous avons obtenu notre numéro ISSN (International Standard Serial Number) et nous espérons que cette première parution de la revue sera la première d'une longue série», dit Annie-Claude Bélisle. Des étudiants de deuxième année étaient d'ailleurs présents au lancement et quelques-uns ont manifesté le désir de reprendre le flambeau.»

La revue est disponible dans tous les cafés étudiants de l'UQAM et aux bureaux des Services à la vie étudiante. On peut également la consulter en ligne: <http://www.aroy.net/pointbiologique/pointbiologique-v1.pdf> •

► ACFAS – Suite de la page 4

et Johanne Grenier (kinanthropologie), **10 mai**.

• Colloque 515: La formation initiale à l'enseignement : quels savoirs savants pour le développement de quelles compétences?

Responsables: Colette Deaudelin (Université de Sherbrooke) et Monique Brodeur (éducation et formation spécialisées), **8 mai**.

• Colloque 519: Vers un encadrement de qualité favorisant la persévérance et la réussite en formation à distance

Responsables: Violaine Page-Lamarche et Serge Gérin-Lajoie (TÉLUQ-UQAM), **9 et 10 mai**.

Série 600 : Multidisciplinaire

• Colloque 602: Les acteurs sociaux face aux nouveaux enjeux du médicament dans un espace public en mouvement

Responsables: Joseph Lévy (sexologie) et Christine Thoer-Fabre (communication sociale et publique), **9 mai**.

• Colloque 605: Des jeux et des rites

Responsables: Guy Ménard et Philippe St-Germain (sciences des religions), **8 et 9 mai**.

• Colloque 606: Les défis de la formation à l'éthique et à la culture religieuse

Responsables: Jean-Pierre Béland (UQAC) et Pierre Lebuis (sciences des religions), **8 mai**.

• Colloque 629: Management des capacités organisationnelles

Responsables: Gilles St-Amant

(management et technologie) et Richart Soparnot (École commerce et management Tours-Poitiers), **10 et 11 mai**.

• Colloque 630: Minorités sexuelles et constructions de genre

Responsables: Line Chamberland (IREF) et Joseph Josy Lévy (sexologie), **8 mai**.

• Colloque 634: 2^e colloque sur les risques naturels au Québec

Responsables: Yves Baudouin et Mustapha Kebiche (géographie), **10 mai**.

• Colloque 646: Le rôle et la place des intellectuels au Québec et au Brésil

Responsables: Gaétan Tremblay (École des médias) et France Aubin (science politique), **8 et 9 mai**.

• Colloque 652: L'approche transdisciplinaire des sciences cognitives

Responsables: Daniel Valois (Université de Montréal) et Guillaume Chicoisne (Institut des sciences cognitives), **8 mai**.

• Colloque 658: L'éducation interculturelle. Pour qui?

Pourquoi? Comment?

Responsables: Michel-Salmador Louis (IRFIQ), Lucille Guilbert (Université Laval) Yuho Chang (IRFIQ) et Pierre Toussaint (éducation et pédagogie), **8 et 9 mai**.

Pour tous les détails, on peut consulter le programme complet sur le site de l'Acfas à l'adresse suivante

www.acfas.ca/congres/ •

LUNDI 30 AVRIL

Département de psychologie

Conférence : «Séminaire sur les destins de la pulsion de mort (Virginia Woolf et sa mort)», de 19h à 21h. Animatrice : Louise Grenier.

Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-2901.

Renseignements :

Louise Grenier
(514) 987-4184
grenier.louise.uqam.ca

MARDI 1^{er} MAI

UQAM Générations

Exposition : «Iroquois du Saint-Laurent, peuple du maïs», conçue et réalisée par le Musée Pointe-à-Callière, de 14h à 15h30.

Hall d'accueil du Musée Pointe-à-Callière, 350, place Royale.

Renseignements :

Chantal Lebeau
(514) 987-7784
uqam.generations@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

ISS (Institut Santé et société)

Lancement du livre : «Homosexualité, variations régionales», dirigé par Danielle Julien, Département de psychologie, et Joseph J. Lévy, Département de sexologie, de 17h à 20h.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Mireille Plourde
(514) 987-3000, poste 2250
plourde.mireille@uqam.ca
www.iss.uqam.ca

Département de musique de l'UQAM et l'École de Ballet Divertimento

Spectacle : *Un mariage de musique et de danse*, jusqu'au 2 mai, de 20h à 22h.

Au Programme : œuvres de Haendel, Pärt, Granados et Schubert.

Interprètes : Département de musique de l'UQAM et École de ballet Divertimento; chorégraphies :

Sidra Bell, Beverly Aitchison, Hélène Blackburn et Gioconda Barbuto; les danseurs du programme pré-professionnel seront accompagnés par l'Ensemble Pentaèdre et les étudiants de la classe de musique de chambre sous la direction de Monique Martin.

Centre Pierre-Péladeau, Salle Pierre-Mercure.

Renseignements :

Hélène Gagnon
(514) 987-3000, poste 0294
gagnon.helene@uqam.ca
www.musique.uqam.ca

MERCREDI 2 MAI

Centre de recherches biomédicales (BioMed)

Colloque annuel BioMed, 2 mai. Pavillon Sherbrooke, 200, rue Sherbrooke Ouest, salle SH-4800. Conférenciers : Constantin Polychronakos, professeur en pédatrie et génétique humaine à l'Université McGill, et autres.

Renseignements :

sciences.uqam.ca/scexp/16avril07/vol6_no8_art_rech4.html

École supérieure de théâtre

Journée d'étude : «L'atelier du dramaturge. Parcours génétiques du texte de théâtre contemporain», de 8h30 à 18h15.

Nombreux conférenciers. Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).

Renseignements :

Yves Jubinville
(514) 987-3000, poste 2527 ou 6662
jubinville.yves@uqam.ca
www.crlcq.org/colloques/2007/atelier_dramaturge.asp

Département d'études urbaines et touristiques

Colloque Forum URBA 2015 : «L'avenir démographique du Montréal métropolitain : défis et enjeux», à 17h30.

Pavillon Athanase-David, salle DS-R510.

Renseignements :

Stéphanie Paquin
(514) 987-3000, poste 2264
paquin.stephanie@courrier.uqam.ca
www.deut.uqam.ca/contenus/urba_2015.htm

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable de l'ESG UQAM

Table ronde : «La responsabilité sociale de Wal-Mart», de 19h à 21h.

Nombreux conférenciers. Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M 130.

Renseignements :

Emmanuelle Champion
(514) 987-3000, poste 2108
champion.emmanuelle@uqam.ca
www.crsdd.uqam.ca

École supérieure de théâtre

Mémoire-création : «Tous les Matins qui chantent : solo de poésie pour femme-clowne», jusqu'au 4 mai de 20h à 21h.

Interprète : Marie-Laure Cloarec, dans le cadre de la maîtrise en théâtre.

Pavillon Judith-Jasmin, Studio d'essai Claude-Gauvreau (J-2020).

Renseignements :

Denise Laramée

(514) 987-4116

laramee.denise@uqam.ca

www.estuqam.ca

JEUDI 3 MAI

École de design

Exposition : *Sans définition / 100 définitions*, présentation des travaux des finissants en design de l'environnement, jusqu'au 6 mai de midi à 18h. Pavillon de Design, 1440, rue Sanguinet (Métro Berri-UQAM), salle DE-R200.

Renseignements :

(514) 987-3395
centre.design@uqam.ca
www.centrededesign.uqam.ca

Activités de la CRSDD (Chaire de responsabilité sociale et de développement durable) à l'occasion de la Quinzaine du commerce équitable 2007

Table ronde : «Justice, équité et développement durable : le commerce équitable y parvient-il?», de 14h à 17h.

Avec notamment, Laure Waridel, co-fondatrice d'Équiterre et Chantal Harvard, Transfair Canada.

Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805). Conférence et discussion autour du documentaire de Lotta Ekelund, *Nous achetons, qui paye?*, de 19h à 21h30.

Conférenciers : Marc-Henri Faure, Coopérative Fibréthik; Marie-Noëlle Roy, coalition québécoise contre les ateliers de misère; Murielle Vrins, Équiterre; Renée-Claude Drouin, CRIMT (Centre de Recherche Interuniversitaire sur la mondialisation et le travail) Pavillon Hubert-Aquin, amphithéâtre (A-M050).

Renseignements :
www.crsdd.uqam.ca/

Cœur des sciences

Conférence : «Euler : la vie, l'univers et l'optimisation», organisée en collaboration avec le CRM (Centre de recherches mathématiques de Montréal). Elle sera suivie d'un vin d'honneur, à 19h30.

Renseignements :

Mathieu St-Louis
(514) 987-3000, poste 3678
coeurdesciences@uqam.ca
www.coeurdesciences.uqam.ca

LUNDI 7 MAI

ESG UQAM et Institut de finance mathématique de Montréal

3^e conférence internationale sur le fonds de couverture, se poursuit le 8 mai de 8h30 à 18h30.

Hôtel Gouverneur, Place Dupuis, 1415, rue St-Hubert.

Renseignements :

(514) 987-0409
ifm2@uqam.ca

www.mfa.uqam.ca/conferences/cfc/fiche_cfc_fr.pdf

MERCREDI 9 MAI

Bureau des diplômés et Service des communications

«Gala Reconnaissance UQAM 2007», à 17h30.

Hôtel Delta Centre-ville, Salle Régence, 777, rue Université.

Renseignements :

France Yelle
(514) 987-3000, poste 7629
yelle.france@uqam.ca
www.diplomes.uqam.ca

JEUDI 10 MAI

Galerie de l'UQAM

Exposition : «Biennale de Montréal» de David Altmejd, dans le cadre de la Biennale de Montréal, jusqu'au 8 juillet, du mardi au samedi de midi à 18h.

Commissaire : Louise Déry. Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120, 1400, rue Berri (Métro Berri-UQAM).

Renseignements :

(514) 987-8421
galerie@uqam.ca
www.galerie.uqam.ca

SEUQAM (Syndicat des employées et employés de l'UQAM)

EXPO SEUQAM 2007, jusqu'au 14 mai, jeudi, vendredi et lundi de midi à 18h; samedi et dimanche de 12h à 17h.

Pavillon Judith-Jasmin, Studio théâtre Alfred-Laliberté (J-M400).

Renseignements :

Francine Pichette
(514) 987-4431
pichette.francine@uqam.ca
www.seuqam.uqam.ca/pdf/exposeuqam2007.pdf

Formulaire Web

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/événements 10 jours avant la parution.

Prochaine parution :

14 mai 2007.

L'ONU salue la Chaire en relations publiques

En mars dernier, la Division de l'information et des médias de l'ONU saluait l'engagement pris envers les valeurs du développement durable par la Chaire en relations publiques de l'UQAM et ses partenaires : l'Alliance des cabinets de relations publiques du Québec, l'Association des communicateurs municipaux du Québec, l'Association internationale des professionnels en communication - Montréal et la Société québécoise des professionnels en relations publiques.

Les organes d'information de l'ONU diffuseront la Déclaration commune en faveur du développement durable qui avait été signée dans le cadre du colloque *Communication et développement durable* organisé par la Chaire en relations publiques, en octobre dernier. Cette Déclaration, soulignons-le, situe l'UQAM et le Québec à l'avant-scène des initiatives prises par le milieu des communications envers le développement durable.



Photo : ONU

Remise de la Déclaration à l'ONU. Dans l'ordre habituel, M. Collinet Finjap Njinga, chef de la Division des relations de presse de l'ONU, Mme Solange Tremblay, professeure associée au Département de communication sociale et publique et directrice du Centre d'études sur les responsabilités sociales, le développement durable et l'éthique, une constituante de la Chaire en relations publiques, Mme Danielle Maisonneuve, professeure au Département de communication sociale et publique et titulaire de la Chaire en relations publiques et M. Ahmad Fawzi, directeur, Division de l'information et des médias de l'ONU.

PUBLICITÉ

Olivier Jean : une année exceptionnelle!

Pierre-Etienne Caza

A sa première année sur le circuit de la Coupe du monde, le patineur de vitesse sur courte piste Olivier Jean a fait sensation. L'étudiant au certificat en écologie, nommé personnalité de la semaine par *La Presse/Radio-Canada* en décembre dernier, a remporté pas moins de onze médailles en sept compétitions. Il profite présentement d'un repos bien mérité avant de reprendre l'entraînement à la fin d'avril, mais il s'ennuie déjà de ses patins qu'il n'a pas chaussés depuis... trois jours! Portrait d'un athlète déterminé.

La compétition n'a plus de secrets pour Olivier Jean: il a débuté le patinage de vitesse sur courte piste à l'âge de quatre ans! «J'étais déjà plus grand que les autres à cette époque, ce qui m'avantageait», se rappelle-t-il. Il a rapidement cumulé les victoires sur les scènes locale, régionale, puis provinciale. À 17 ans, il habitait en appartement à Montréal et s'entraînait à l'aréna Maurice-Richard. «Au cours des cinq dernières années, je



Photo: Simon P.

Olivier Jean mène la course, lors d'une étape de la Coupe du monde.

me suis constamment amélioré, mais je peinais à atteindre le sommet. Cette fois, ça y est!» s'exclame le patineur de

Lachenaie, du haut de ses 23 ans.

Cette saison, Olivier a remporté deux médailles d'or (500 m), deux mé-

dailles d'argent (500 m) et deux médailles de bronze (1000 m et 1500 m), en plus d'aider son équipe à remporter une médaille d'or et trois médailles d'argent (relais 5000 m), de même que le championnat du monde par équipe, disputé à Budapest en mars dernier.

Cette année de rêve ne lui fait toutefois pas perdre de vue qu'il devra redoubler d'ardeur pour se maintenir parmi l'élite mondiale. Son classement de fin de saison - il est deuxième au Canada - ne lui vaudra aucun passe-droit lors des sélections nationales, en septembre prochain. Seuls les cinq patineurs les plus rapides au pays participeront aux épreuves de la Coupe du monde. «Je devrai m'entraîner davantage pour être encore meilleur», affirme Olivier en souriant.

Un passionné d'entraînement

Manifestement, ce grand rouquin, qui camoufle sa coiffure «rasta» sous son casque lors des compétitions, ne recigne pas à s'entraîner, même qu'il adore ça! «Le patinage sur courte piste

est un sport explosif qui exige à la fois de la vitesse pour les courtes distances, comme le 500 mètres, et de l'endurance, de la résistance à l'acide lactique pour les longues distances, comme le 1000 mètres ou le 1500 mètres», explique-t-il. L'entraînement estival qui s'annonce comportera donc son lot quotidien de séances de patinage et de musculation, mais aussi de course à pied, de rollerblade et de vélo.

Cette discipline de fer à l'entraînement l'empêchera toutefois de terminer son certificat en écologie. Il ne lui reste qu'un cours à réussir, mais il s'agit d'un camp de terrain de dix jours, qui a lieu au mois d'août. «Je ne sais pas quand je pourrai m'y inscrire, dit-il. Les sélections nationales ont lieu au début de septembre et je ne peux pas rater dix jours d'entraînement.» En attendant de trouver une solution, il a fait sa demande pour être admis au baccalauréat d'intervention en activité physique, dès l'automne prochain. Une carrière consacrée à l'entraînement sportif le comblera.

Lors de la dernière année, ses collègues et lui ont d'ailleurs participé à quelques conférences dans les écoles de la province afin de parler de leur sport et vanter les vertus de l'activité physique auprès des jeunes, un échange de bons procédés avec le Programme Équipe Québec du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, qui leur offre du soutien financier, tout comme la Fédération canadienne de patinage de vitesse et quelques autres commanditaires.

Évidemment, la perspective de prendre part aux Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver enchantera Olivier, mais 2010 est encore loin. D'ici là, il préfère puiser sa motivation dans l'atteinte d'objectifs concrets, ce qui pourrait se traduire par la récolte de nombreuses autres médailles. À suivre! ●



Photo: Michel Brunelle
Marguerite Blais, ministre responsable des Aînés.

Une ministre et un leader parlementaire

La nouvelle ministre des Aînés du gouvernement libéral de Jean Charest, **Marguerite Blais**, est une diplômée de l'UQAM. Élue dans Saint-Henri-Sainte-Anne, l'ancienne animatrice de télévision détient une maîtrise et un doctorat en communication. Avant de se lancer en politique, elle a été directrice générale de la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse de 1996 à 2003, puis présidente du Conseil de la famille et de l'enfance, en plus de s'impliquer dans divers conseils d'administration, comités et organismes. Elle a notamment été nommée présidente du nouveau Conseil des diplômés de la Faculté de communication.

Au cours des dernières années, Marguerite Blais s'est particulièrement intéressée à la communauté sourde, à laquelle elle a consacré deux livres, *La culture sourde: Quêtes identitaires au cœur de la communication* (Presses de l'Université Laval) et *Quand les Sourds nous font signe: Histoires de sourds* (Éditions Le Dauphin Blanc). Prix Reconnaissance 2004 de l'UQAM, elle a aussi été lauréate, en 2005, du Prix Femmes d'affaires du Québec dans la catégorie «cadre ou professionnelle, organisme public ou parapublic».

Un autre diplômé de l'UQAM, **Sébastien Proulx**, occupera le poste clé de leader de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Élu député de Trois-Rivières, d'où il est natif, ce jeune homme de 32 ans, détenteur d'un baccalauréat en droit, était conseiller principal du chef de l'Action démocratique du Québec (ADQ), Mario Dumont, jusqu'au déclenchement des élections. Il possède donc une solide expérience parlementaire. En plus de son rôle de leader en chambre, il sera porte-parole de l'opposition officielle pour les dossiers de la réforme électorale, de la réforme parlementaire et de l'accès à l'information.

Préoccupé par l'accessibilité des personnes défavorisées à la justice,

PUBLICITÉ